

Le droit de polluer ?

Cahiers > Chaud devant

Le 1er mars 2008 | | 1 messages

Faut-il demander aux pays émergents, comme la Chine ou l'Inde, de faire les mêmes efforts que les pays industrialisés pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ? Le débat est lancé. Et la réponse n'est pas si simple.

A priori, on pourrait penser que tous les pays doivent faire les mêmes efforts, parce que le temps presse. C'est un peu le discours que tiennent les responsables des pays industrialisés. Pour l'instant, les pays émergents font fonctionner leurs industries à plein régime. Cela leur permet de devenir de plus en plus riches, donc de rattraper le retard de développement qu'ils avaient sur les pays industrialisés. Mais ce développement économique a un coût pour l'environnement : les usines de ces pays polluent énormément. En effet, elles ne possèdent pas d'équipements aussi modernes que chez nous pour que cette pollution soit la moins importante possible. En d'autres mots, les usines ne sont pas aussi propres que les nôtres. Pour qu'elles le deviennent, il faudrait moderniser les usines existantes et cela coûte assez cher.

Petits arrangements avec le climat

Au contraire, les responsables des pays émergents revendiquent le droit de ne pas faire autant d'efforts que les pays industrialisés. Ils disent, qu'il y a 100 ans ou même 50 ans, ces pays industrialisés ont, eux aussi, développé leur économie en polluant. En effet, à l'époque, ce problème n'était pas aussi grave qu'aujourd'hui. Les responsables des pays émergents disent aussi que la situation actuelle a été provoquée par les pays riches, dont les usines polluent depuis longtemps. Ils disent donc qu'il est normal que ceux-ci montrent l'exemple.

En plus, un système un peu particulier a été mis en place suite au Protocole de Kyoto : le fameux permis de polluer. Les industries des pays riches, qui dépassent la limite de pollution qui leur est imposée, peuvent acheter ce permis aux pays moins polluants. En échange d'argent, ils obtiennent donc le droit de polluer davantage que ce qui est autorisé par la loi. Ce sont les Etats-Unis qui ont eu l'idée de mettre ce système en place. Certains pays y sont totalement opposés. Tandis que d'autres disent que cela permet de participer, ensemble, à un effort commun.

A.T.